

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 584/Septembre 2019

TENDANCES CONJONCTURELLES

2^e TRIMESTRE 2019

Un premier semestre plutôt favorable

L'indicateur du climat des affaires confirme sa bonne orientation

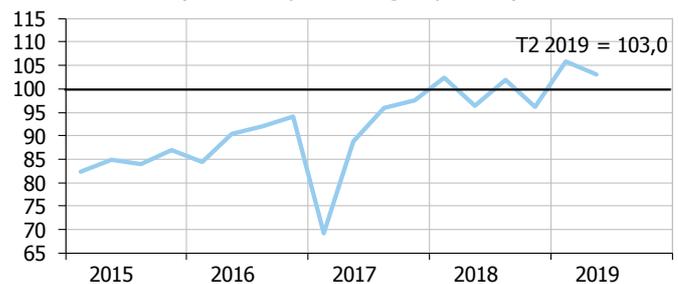
Après avoir atteint au trimestre dernier son point le plus haut depuis 2012, l'ICA **s'incline légèrement à fin juin (-2,8 points) pour atterrir à 103,0 points.**

L'ICA reste sur un niveau historiquement haut et les chefs d'entreprise demeurent satisfaits de leur activité et de leurs carnets de commandes. Le solde d'opinion relatif à la trésorerie reste bien orienté, soutenu par l'amélioration des délais de paiement, malgré un niveau de charges jugé toujours élevé. La légère inflexion de l'ICA provient principalement d'anticipations négatives pour le 3^e trimestre. Les doutes liés au niveau d'activité, des charges et des prix pèsent négativement sur les perspectives économiques.

La consommation des ménages, principal moteur de la croissance, se maintient au deuxième trimestre (+1,3 %, CVS des importations de biens de consommation durables et non durables). Les encours de crédits aux entreprises progressent de 0,5 % et les indicateurs de vulnérabilité reculent.

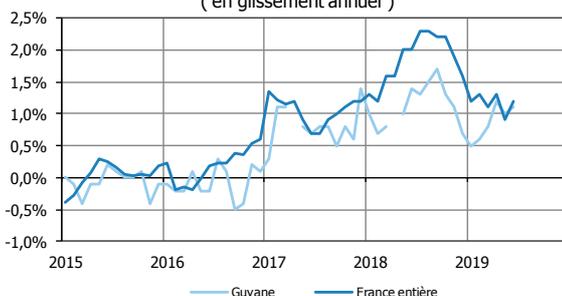
Le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A recule de 2,2 % (CVS) au deuxième trimestre. Les échanges commerciaux progressent, tirés par les importations de produits liés à l'énergie et des biens d'investissement.

Indicateur du climat des affaires en Guyane
(100 = moyenne longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Évolution de l'indice des prix à la consommation
(en glissement annuel)



Source : Insee, données mensuelles (indice incluant le tabac)

Hausse des prix au deuxième trimestre

Selon l'Insee, à la fin du mois de juin 2019, **l'indice des prix à la consommation croît de 1,2 %** par rapport à fin mars dernier.

Les prix augmentent sur tous les postes, notamment l'énergie (+7,1 %), les services (+0,7 %), les produits manufacturés (+0,7 %) et l'alimentation (+0,6 %).

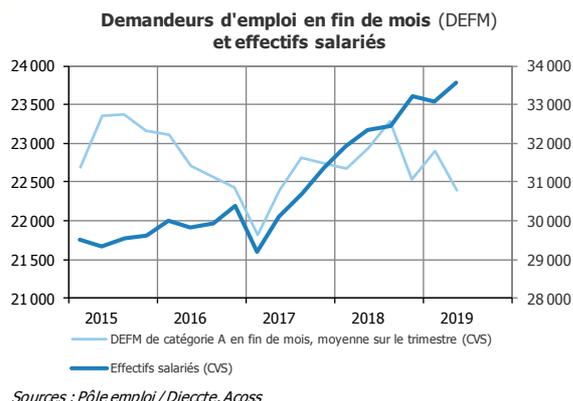
Sur un an, les prix progressent de 1,1 %. De nouveau, les prix des produits manufacturés diminuent (-0,5 %) alors que les prix des services (+1,3 %), de l'énergie (+3,8 %), de l'alimentation (+1,8 %) croissent.

Baisse du nombre de DEFM A

Au deuxième trimestre, 22 390 demandeurs d'emploi de catégories A ont été recensés par Pôle emploi, soit une diminution de 2,2 % sur le trimestre et de 2,5 % sur l'année (CVS).

Cette baisse concerne toutes les tranches d'âge : -1,6 % pour les moins de 25 ans, -2,3 % pour les demandeurs d'emploi entre 25 et 49 ans, et -2,4 % pour les chômeurs de 50 ans et plus.

Sur les trois derniers mois, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A diminue en Martinique (-1,5 %), en Guadeloupe (-1,4 %) et à La Réunion (-0,2 %). En France, les DEFM A baissent de 0,5 % sur le trimestre et de 1,9 % en glissement annuel.

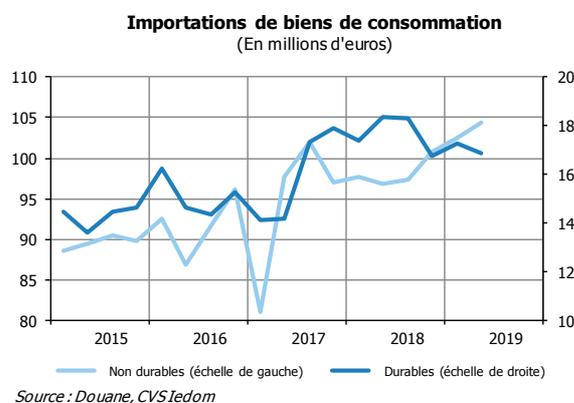


Une consommation des ménages soutenue, dans un contexte de léger recul des signes de précarité

Les importations de biens de consommation (durables et non durables) progressent de 1,3 % au deuxième trimestre à 121,3 millions d'euros (CVS). Cette dynamique est essentiellement portée par les importations de biens non durables qui augmentent de 1,9 % à 104,5 millions d'euros (CVS). Les importations de biens durables reculent de 2,5 % (CVS) et se portent à 16,9 millions d'euros.

Les crédits à la consommation (242,3 M€) et à l'habitat (935,3 M€) ont respectivement augmenté de 4,3 % et 2,9 %.

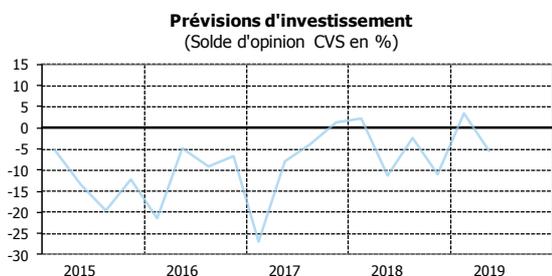
Au deuxième trimestre, le montant du revenu de solidarité active (RSA) versé atteint 37,7 M€ (+1,2 % ce trimestre et +1,5 % sur un an). Depuis le 1^{er} janvier, l'État a repris la gestion du RSA en Guyane, réintégrant cette charge dans son budget. En Guyane, il est versé à 21 990 bénéficiaires (+9,6 % en glissement annuel), majoritairement des femmes seules avec enfants (55,6 %), permettant à 65 282 personnes (bénéficiaires et leur famille) de subsister. Sur ces 21 990 bénéficiaires, environ 50,6 % perçoivent ce revenu depuis plus de 4 ans.



Au 2^e trimestre 2019, 73 dossiers de surendettement ont été déposés, un peu moins qu'au premier trimestre (soit -3,9 %), mais en nette progression par rapport au deuxième trimestre 2018 (+ 49%). L'ouverture en fin 2018 d'un bureau d'accueil et d'information (BAI) à Saint-Laurent-du-Maroni explique en partie le volume actuellement élevé des dépôts. Cet accroissement des saisines de la commission de surendettement concerne, en effet, des débiteurs en situation de précarité, jusqu'alors écartés du dispositif en raison de leur isolement.

Les interdits bancaires de personnes physiques restent sur une tendance baissière (-9,6 % sur un an et -4,2 % au 2^e trimestre 2019) et le nombre de retraits de cartes bancaires se porte à 333 (-11,7 % sur le trimestre).

Les prévisions d'investissement replongent malgré le recul des indicateurs de vulnérabilité



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Les prévisions d'investissement des chefs d'entreprise ne se sont pas maintenues. En dépit des perspectives d'activité liées au plan d'urgence, les chefs d'entreprise demeurent attentistes.

Dans la plupart des secteurs d'activités, les professionnels sont plutôt réservés quant à leurs projections d'investissement. Seuls les secteurs du commerce, du primaire et des industries agroalimentaires montrent des intentions d'investissement.

Stimulées par les importations de matériels de transport, les importations de biens d'investissement croissent de 13,6 % à 132,7 M€ (CVS). De même, les encours bancaires des crédits d'investissement augmentent de 2,0 % à 709,7 millions d'euros au deuxième trimestre.

En termes de création, la Guyane compte 465 nouvelles entreprises au 2^e trimestre 2019 (-6,1 %, CVS). D'autre part, le nombre de liquidations diminue (13 sur le trimestre, soit -40,9 %) et aucun redressement n'est observé. Le nombre de personnes morales en interdiction bancaire et les impayés sur effets de commerce restent stables en volume.

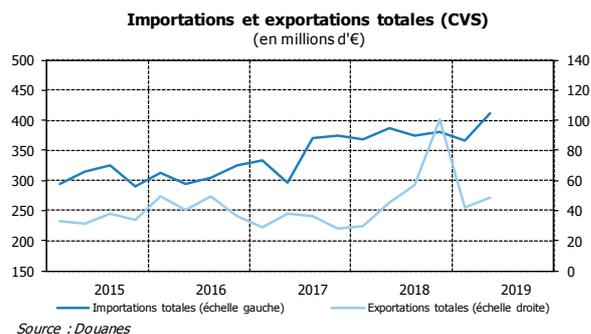
Des échanges qui redémarrent

Après avoir reculé au trimestre dernier, **les importations augmentent de +12,2 %, (CVS)** pour atteindre 411,7 millions d'euros. Cette augmentation s'explique par la forte hausse des imports de gazole et de matériels de transport. Les importations totales sont constituées à 29 % de biens de consommation durables et non durables et à 32 % de biens d'investissement.

Les exportations repartent atteignant 48,6 M€ sur le trimestre (+15,4 %, CVS), tirées par les exports de matériels de transport et d'or (y compris or platiné).

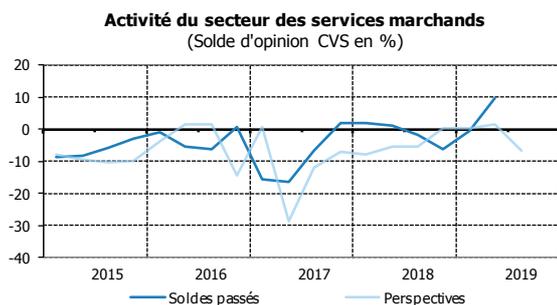
Les exportations d'or se portent à 317 kg pour 11,4 millions d'euros (+11,4 % sur le trimestre, et sont stables par rapport au deuxième trimestre 2018, CVS). Les exportations de bois diminuent (-4,4 % au deuxième trimestre à 0,5 M€, CVS), la demande locale continuant d'absorber l'essentiel du flux et du stock.

Au deuxième trimestre, 51 % des produits importés proviennent de France hors DOM, 16 % de l'Union européenne (hors France), et 11 % de la Martinique et de la Guadeloupe. Seuls 2 % des importations viennent d'Amérique du Sud. Les exportations se dirigent majoritairement en France (54 %) et au sein de l'Union européenne hors France (19 %). L'Amérique du Sud ne représente qu'un pour cent des exportations, principalement à destination du Surinam et du Brésil.



Progression de l'activité dans tous les secteurs

Au deuxième trimestre, le courant d'affaires est plutôt favorable pour une majorité de chefs d'entreprise : les soldes d'opinions relatifs à l'activité, aux carnets de commandes, à la trésorerie, aux délais de paiement, et aux effectifs sont positifs. En accompagnement, les crédits mobilisés progressent de 1,6 % sur le trimestre, et de 8,4 % sur un an se portant à 2 027,9 millions d'euros. Toutefois, malgré ce regain d'activité, peu d'entreprises sont enclines à investir sur les prochains mois.

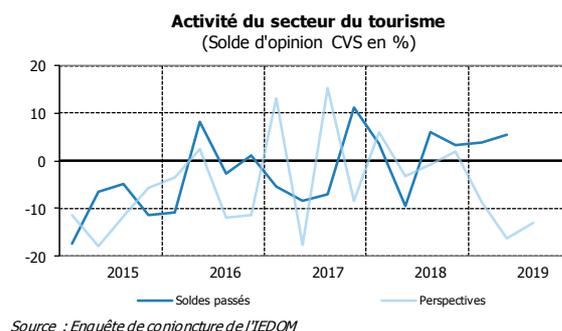


L'activité du secteur des services marchands se redresse sur ce trimestre. Malgré une nouvelle dégradation des charges, le niveau de trésorerie tend à se stabiliser sous l'effet de l'amélioration notable des délais de paiement.

Les encours de crédits mobilisés progressent de 0,3 % à 1 648,3 millions d'euros. S'agissant de l'activité spatiale, 5 tirs ont été effectués depuis janvier permettant la mise en orbite de 10 satellites.

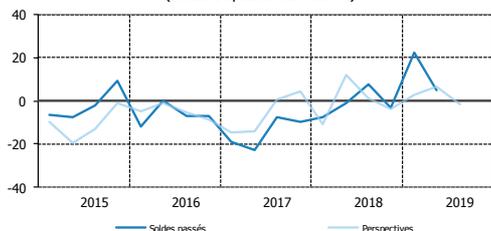
L'activité du secteur touristique reste bien orientée au deuxième trimestre, le niveau de trésorerie se stabilise, bénéficiant de délais de paiement moins contraignants. Les entreprises concernées déplorent cependant une progression de leurs charges d'exploitation.

Les encours de crédits mobilisés continuent d'augmenter (+3,1 %) sur le trimestre, pour s'établir à 28,9 millions d'euros (SCR¹). Toutefois, les baisses du nombre de nuitées hôtelières (-5,8 %, CVS) et de passagers à l'aéroport (-6,6 %, CVS) semblent traduire un léger ralentissement de l'activité. Ainsi, les professionnels interrogés restent pessimistes sur les perspectives d'activité au troisième trimestre.



¹ Service central des risques (SCR) de la Banque de France permettant de connaître l'évolution de l'endettement global de la clientèle des entreprises et des collectivités déclaré par les établissements de crédit.

Activité du secteur du BTP (Solde d'opinion CVS en %)



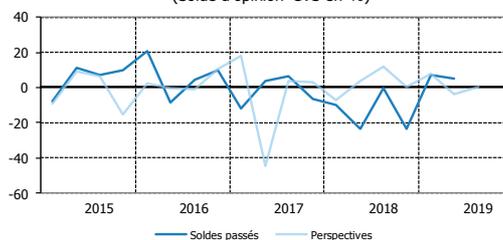
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

L'activité du secteur du BTP demeure également favorablement orientée sur le trimestre. Tous les soldes d'opinion sont positifs, à l'exception des prévisions d'investissement qui déclinent. Toutefois, les ventes de ciment et les importations d'éléments en métal se contractent légèrement, respectivement de 1,3 % et de 2,6 % (CVS). Le secteur de la construction voit ses encours de crédit mobilisé sensiblement augmenter ce trimestre (+13,1 % à 122,8 millions d'euros, SCR).

Le redressement de l'activité du secteur primaire et des industries agroalimentaires se confirme. Avec des signes de retour vers une amélioration des charges et une nette réduction des délais de règlement, la trésorerie de ces acteurs évolue favorablement. En outre, les intentions d'investir sur un an sont fortes à l'inverse des autres secteurs.

Entre fin mars et fin juin, les importations de bovins et de porcins ont diminué de 6,8 % à 1 120 tonnes. À l'inverse, les importations de produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture augmentent de 2,3 % à 5,4 M€ (CVS). Concernant les encours de crédits mobilisés des secteurs primaires et industriels, ils s'élèvent respectivement à 9,3 millions d'euros (+4,5 %, SCR) et 126,2 millions d'euros (+10,6 %, SCR).

Activité du secteur primaire et agroalimentaire (Solde d'opinion CVS en %)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

La conjoncture régionale et internationale

UNE CROISSANCE ECONOMIQUE MONDIALE AU RALENTI

Suite à la montée des tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis au cours du premier semestre 2019, les dernières perspectives mondiales du FMI ont une nouvelle fois été révisées à la baisse en juillet. La croissance mondiale devrait s'élever à 3,2 % en 2019 et à 3,5 % en 2020 (-0,1 point de pourcentage par rapport aux projections d'avril pour les deux années). La persistance des incertitudes liées au Brexit a également pénalisé l'activité alors que la montée des tensions géopolitiques (entre les États-Unis et l'Iran notamment) a favorisé la hausse des prix de l'énergie. Aux États-Unis, la croissance du PIB a ralenti au deuxième trimestre 2019 pour s'établir à 0,5 % en variation trimestrielle, après une hausse de 0,8 % au trimestre précédent. Cette tendance s'explique principalement par un fléchissement de l'investissement privé et des exportations. Le FMI anticipe une croissance de 2,6 % sur l'année, soit une révision à la hausse de 0,3 point de pourcentage liée à un premier trimestre meilleur que prévu.

Dans la zone euro, la croissance du PIB a ralenti à 0,2 % au deuxième trimestre 2019 après une hausse de 0,4 % sur les trois premiers mois de l'année. À fin juin, l'inflation demeure modérée (+1,3 %) tandis que le taux de chômage s'élève à 7,5 %, son plus bas niveau depuis juillet 2008. Selon les estimations du FMI, la croissance du PIB de la zone devrait ralentir à 1,3 % en 2019, contre 1,9 % en 2018, avant de rebondir à 1,6 % en 2020. En France, le PIB a enregistré une croissance de 0,3 % au deuxième trimestre 2019, conservant ainsi le même rythme qu'en début d'année. L'investissement accélère sur le trimestre (+0,9 % après +0,5 %) tandis que la consommation des ménages fléchit légèrement (+0,2 % après +0,3 %). Pour l'ensemble de l'année, la Banque de France anticipe un essor du PIB de 1,3 %, inférieur au rythme enregistré en 2018 (+1,7 %).

Au Japon, le PIB a progressé de 0,4 % entre avril et juin 2019 après une hausse de 0,7 %. Si la consommation privée et l'investissement privé demeurent robustes, les exportations sont en recul. La croissance devrait s'établir à 0,9 % en 2019 (+0,8 % en 2018), principalement soutenue par les mesures budgétaires supplémentaires mises en œuvre. Enfin, la croissance devrait ralentir à 4,1 % dans les pays émergents et en développement en 2019 (+4,5 % en 2018). Cette prévision a été revue à la baisse de 0,3 point de pourcentage par rapport à celle d'avril, en lien notamment avec le ralentissement économique enregistré au Brésil (suite à l'incertitude concernant l'approbation de plusieurs réformes structurelles) et au Mexique (où l'investissement demeure faible et la consommation privée a ralenti). En Chine, la croissance devrait atteindre 6,2 % en 2019, soutenue par plusieurs mesures de relance.

L'ARGENTINE EN PLEINE CRISE POLITIQUE ET ECONOMIQUE

L'élection primaire qui permet de valider les candidatures à l'élection présidentielle s'est tenue le 11 août. Le président argentin, Mauricio Macri, a été battu par le candidat Alberto Fernandez (respectivement 32 et 47% des votes). Réaction des marchés : le peso a perdu plus de 20% de sa valeur, et la Bourse a chuté de plus de 30 % entre l'annonce des résultats et le 17 août, date de démission du ministre des Finances. En réaction à cette défaite électorale, le président Macri a annoncé une série de mesures afin de favoriser le pouvoir d'achat des classes moyennes et populaires (baisse de la TVA de 21% sur les produits de base, hausse du salaire minimum et des aides sociales, réductions d'impôts et gel du prix de l'essence durant 3 mois). Aussi, pour tenter d'apaiser les marchés financiers, le pays a adressé au Fonds monétaire international (FMI) une demande de rééchelonnement de sa dette de 57 milliards de dollars (soit environ 51 milliards d'euros) contractée en contrepartie de l'application d'une politique d'austérité budgétaire.

Source : www.lemonde.fr

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 30 août 2019.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : S. BOUVIER-GAZ — Responsable de la rédaction : D. FARDEL
Rédaction : A. LÉONARD — Participation aux travaux : A. LEMAIRE, W. YUSUF — Éditeur et imprimeur : IEDOM
Achevé d'imprimer : septembre 2019 – Dépôt légal : septembre 2019 — ISSN 2679-0823